Bien que sa réponse ne me donne pas entière satisfaction, je vais citer ce que le ministre a déclaré, voici:

Les noms des 20 condamnés n'ont pas été publiés afin de ne pas compromettre les résultats des poursuites criminelles qui pourraient être intentées à leur encontre et afin également de ne pas influencer le jury qui pourrait être amené à les juger.

Puis, le ministre a traité à la légère le cas des trois agents qui ont fait leur devoir en protégeant le public, en disant que leur nom n'avait pas été divulgué par le service des pénitenciers mais par la police. Il faisait allusion à la Sûreté provinciale de l'Ontario de la région.

Par quel effort d'imagination le ministre a-t-il cru qu'il serait nécessaire de faire passer les détenus en jugement devant jury? Ils ont pris un otage, mais ils ne l'ont pas tué. Ils ont suivi la nouvelle mode des prisons qui consiste à faire du chantage en prenant des otages. A cet égard, je veux féliciter le ministre d'avoir déclaré qu'il ne tiendrait pas pour valables les négociations menées avec les détenus sous la contrainte. Agir autrement encouragerait une recrudescence des prises d'otages dans nos prisons. De nombreux détenus vivent mieux que bien des Canadiens en liberté dans le contexte économique actuel.

Toutefois, pour en revenir aux deux cas, d'une part, le ministre garde secrets les noms et dossiers de 20 détenus, et il continue de le faire, à tout le moins jusqu'à ce qu'ils aient été jugés devant jury—ce qui ne sera pas le cas—et, d'autre part, il permet à la Sûreté provinciale de communiquer sans délai les noms des trois gardes, trois hommes respectés qui ont servi utilement et fidèlement le public canadien, trois pères de famille par surcroît.

Il est évident qu'il n'y a aucun lien entre le service des pénitenciers et la police provinciale. Nous aurions dû le comprendre il y a longtemps, lorsque sous prétexte d'un nouveau libéralisme, on a retiré leur autonomie à nos prisons et leur autorité aux gardiens et à leur personnel. Ce qui avait toujours été un domaine de compétence fédérale a été cédé aux provinces par l'intermédiaire de la police provinciale. Une fois le fait accompli, on aurait dû élaborer des règles et des lignes directrices, et les deux niveaux de gouvernement auraient dû s'entendre pour que dans chaque cas de ce genre, les noms des fonctionnaires faisant leur devoir soient tenus secrets.

Au moment de ce triste incident—une tentative d'évasion de trois détenus dont deux ont été blessés et un tué lorsque les gardes ont dû faire feu—le ministère du solliciteur général a fait savoir que le cas des trois gardes serait étudié à Ottawa et qu'un procès pourrait s'ensuivre. On a même déclaré que ces hommes devraient engager leurs propres avocats et payer eux-mêmes les honoraires. Si de tels événements devaient se reproduire, le ministère du solliciteur général devrait avertir sans délai la police provinciale de ne pas divulguer les noms des hommes qui ont fait leur devoir envers les Canadiens en les protégeant, eux et leurs biens.

● (2207)

C'est tout un régime, monsieur l'Orateur, que ce régime pénitencier sous le nouveau libéralisme. Les détenus dans les prisons sont toujours des citoyens «de première classe» et les hommes qui protègent le public contre eux ou si l'on préfère, qui les protègent du public, ne sont d'après la déclaration du premier ministre (M. Trudeau) que des gens de rien, au bas de l'échelle des valeurs libérales. Le solliciteur général ne se rend-il pas compte que la sécurité de ces gardes et de leur

Ajournement

famille a été mise en péril quand on a sur le champ rendu publique leur identité? Ils pourraient être victimes de représailles de la part d'amis ou de complices de ces 20 détenus. Oui, c'est tout un régime que nous avons aujourd'hui, un régime d'ailleurs mis en place par un gouvernement qui ne se décide pas à gouverner. La protection des biens et des personnes est la première raison d'être d'un gouvernement et dans ce domaine, le gouvernement actuel manque cruellement à ses devoirs.

Bien sûr, la débâcle du régime pénitencier survenue sous le gouvernement libéral a commencé lorsqu'on a retiré son autonomie à chaque pénitencier, lorsqu'on a retiré son autorité à chaque gardien, lorsqu'on a aboli les tribunaux de gardiens, lorsque le gouvernement a commencé à écouter les zéloteurs, les idéalistes et les utopistes, dont les principes fondamentaux seraient valables et souhaitables si nous vivions dans un Shangri-la social, loin par-delà nos horizons perdus. Leurs idées ne sont pas applicables dans notre société malade et troublée, où il faut protéger les biens et les personnes de la violence des détenus des pénitenciers. Nous devons répondre à la force par la force afin de maintenir la sécurité des citoyens du Canada et de leurs biens. Je veux que le ministre m'assure que jamais plus le nom d'un agent de sécurité ou d'un garde ne sera divulgué advenant que se reproduisent des événements du genre de ceux dont il est question ce soir.

M. W. Kenneth Robinson (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je prends note des remarques du député de Frontenac-Lennox et Addington (M. Alkenbrack) et je le remercie de m'avoir donné un double de la lettre qu'il a reçue du solliciteur général (M. Fox) relativement à cette question. Le solliciteur général a laissé entendre qu'il répondrait, ce qu'il a fait.

Je voudrais apporter une correction à deux déclarations qui ne sembleraient pas exactes. En premier lieu, il n'est pas dit que ces personnes doivent être jugées par un jury, mais plutôt qu'elles peuvent l'être; c'est ce que le solliciteur général a voulu dire. L'autre point que je voudrais éclaircir a trait aux trois agents qui auraient fait feu sur des détenus en train de s'échapper et les auraient blessés; les noms de ces agents n'ont pas été communiqués par le Service des pénitenciers qui n'a absolument rien à y voir; ils l'ont été par les forces policières, probablement la police provinciale de l'Ontario. Je suis toutefois d'accord avec le député que le Service des pénitenciers et la police provinciale de l'Ontario devraient mieux communiquer. Ceci dit, monsieur l'Orateur, je voudrais faire inscrire quelques autres commentaires au compte rendu.

Je voudrais préciser que jeudi, le 20 octobre dernier, on a pris des otages dans l'unité de détention spéciale de l'institution Millhaven. Un détenu a été pris en otage par un ou plusieurs autres détenus de la même unité. L'otage a été libéré le lendemain. D'après mes renseignements, on a signalé l'incident aux policiers et ils poursuivent encore l'enquête. Les noms et les dossiers des détenus en cause dans cet incident n'ont pas été communiqués à la presse pour ne pas nuire à l'enquête policière. Il semble que ce soit la façon normale de procéder, et il est évident que si l'on n'agissait pas de cette façon, les résultats de toute procédure légale et criminelle qui pourrait découler de cette enquête seraient compromis.